

*Au pays de Cervantès, 350.000 MRE sont au chômage*

# 150.000 Marocains d'Espagne retournent au Maroc



**P**rès de 150.000 MRE résidant en Espagne sont retournés au Maroc dans l'attente que s'atténuent les effets de la crise économique.

Depuis le début de 2009, entre 130.000 et 150.000 immigrants marocains ont quitté l'Espagne, indique

l'Association des travailleurs immigrés marocains en Espagne (ATIME), la plus importante association représentant les immigrants marocains au pays de Cervantès, qui impute cette situation à deux causes principales, le chômage et la proximité géographique.

Selon l'ATIME, près de 43% des Marocains établis dans ce pays sont au chômage, soit 350.000 personnes, alors que seuls 16% des Marocains étaient sans emploi il y a trois ans.

**HASSAN BENTALEB**

*Lire page 3*

Au pays de Cervantès, 350.000 MRE sont au chômage

# 150.000 Marocains d'Espagne retournent au Maroc



**L**es Marocains résidant et travaillant en Espagne subissent depuis peu, et de plein fouet, les répercussions de la crise économique mondiale. Ils sont près de 350.000 personnes à émarger au chômage, soit 43% des Marocains établis dans ce pays (758.900), selon des statistiques émanant de l'Association des travailleurs immigrés marocains en Espagne (ATIME), alors que seuls 16% des Marocains étaient sans emploi il y a trois ans.

Cette situation a poussé, toujours selon la même source, près de 150.000 d'entre eux à retourner au Maroc

dans l'attente que s'atténuent les effets de la crise économique en Espagne. L'ATIME a indiqué que depuis le début de 2009, entre 130.000 et 150.000 immigrés marocains ont quitté l'Espagne.

En effet, l'Espagne a été l'un des pays la plus touchés par la crise économique et où les conséquences de celle-ci sur l'emploi des migrants sont les plus visibles. Le chômage est deux fois plus élevé chez les migrants qu'au sein de la population autochtone. Ainsi, un migrant en situation régulière sur quatre (28%) était officiellement au chômage au deuxième trimestre 2009 contre 15,2% pour les non-migrants. Concernant le taux de chô-

mage des immigrés africains, il a atteint presque 33% au quatrième trimestre 2008, soit 50% de plus que la moyenne enregistrée pour l'ensemble des migrants.

Les travailleurs migrants sont parmi les premiers à perdre leur emploi en raison de leur concentration dans les secteurs les plus touchés tels que la construction, l'industrie manufacturière, le commerce de gros, l'hôtellerie et la restauration, et parce qu'ils sont nombreux à avoir des contrats de travail précaires, une formation limitée et de faibles compétences dans la langue locale.

Selon un rapport publié en avril 2010 par la Commission des migrations,

des réfugiés et de la population de l'UE, sur l'impact de la crise économique mondiale sur les migrations en Europe, l'Espagne ne fait exception. Dans un bon nombre d'Etats membres du Conseil de l'Europe, les travailleurs migrants sont également au moins deux fois plus nombreux que les travailleurs locaux à être au chômage. En France, ils sont 18,5% contre 9% pour la population autochtone, au Portugal (17,2% contre 8,5%), au Suède (15,4% contre 7%) et en Allemagne (15,4% contre 7,2%). Ces taux de chômage des migrants varient considérablement d'un secteur à l'autre. Les pertes d'emploi ont été parti-

culièrement marquées dans les secteurs de la construction et de l'industrie, qui emploient une importante main-d'œuvre temporaire.

Le rapport de la commission européenne a souligné que dans tous les pays européens, les travailleurs migrants installés sont surreprésentés dans ces secteurs et donc davantage menacés par le chômage de longue durée, en particulier s'ils ne disposent pas des qualifications et des compétences nécessaires pour saisir les possibilités d'emploi dans d'autres secteurs, notamment celui des services.

Par ailleurs, le rapport a noté que la crise a plus durement touché les hommes. Le taux de licenciement pour les hommes, concentrés dans les secteurs de la construction et de l'industrie manufacturière, est deux fois plus élevé que pour les femmes, plus actives dans les secteurs de la santé, de l'éducation et des services domestiques. Cela étant, les femmes migrantes se trouvent en général plus souvent en situation irrégulière et employées dans l'économie informelle, ce qui les rend plus vulnérables à la précarité, aux retards de paiements et aux refus de prestations sociales.

Il a également indiqué que les migrants peu qualifiés tendent à subir davantage les effets de la crise que les travailleurs très qualifiés, souvent dotés de compétences recherchées. La persistance des pénuries de main-d'œuvre dans les secteurs de l'ingénierie et de la santé ouvre également des perspectives aux travailleurs migrants hautement qualifiés.